

PREFET DU VAR

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Toulon, le 14 mars 2012

**Rapport de l'Inspecteur
des installations classées**

à

Monsieur le Préfet du Var
Direction de l'Action Territoriale de l'Etat
Bureau du Développement Durable
Avenue du 112^{ème} Régiment d'Infanterie
BP 1209
83070 Toulon cedex

Objet : Affouillements réalisés lieu dit Plan Jaubert/Les Nivières – Commune LE LUC EN PROVENCE
SIMIONATO Didier

Le 23 février 2012, nous avons effectué une inspection commune avec Madame CARRER Agent de la DDTM du Var, du chantier d'affouillements réalisé au lieu dit Plan Jaubert/Les Nivières sur le territoire de la commune du Luc en Provence.

Lors de cette inspection nous avons constaté que des employés de Monsieur SIMIONATO Didier réalisaient à l'aide d'une pelle mécanique des affouillements du sol sur une surface totale d'environ 7000 m² en extrayant des matériaux rocheux du sol.

Pendant notre présence sur le site, des matériaux extraits constitués de pierres, de dalles et de blocs ont été évacués du site par camion.

Monsieur SIMIONATO Didier, nous a confirmé qu'il réalisait des travaux d'affouillements à la demande de Monsieur BERNARDI propriétaire des terrains.

L'objectif étant de nettoyer et niveler une plateforme pour pouvoir y planter des vignes.

La réalisation d'affouillements du sol sur une surface supérieure à 1000 m² avec des matériaux extraits évacués lors du site constitue une activité soumise à autorisation préfectorale au regard de la rubrique 2510-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

M. SIMIONATO Didier ne possède pas l'autorisation requise.

Compte tenu de cette situation, nous avons dressé procès verbal pour exploitation d'une installation classée sans autorisation.

Par ailleurs nous proposons que Monsieur SIMIONATO Didier soit mise en demeure, par voie d'arrêté préfectoral pris en application de l'article L514.2 du code de l'environnement, de régulariser la situation administrative de ses installations dans un délai de trois mois.

Compte tenu de l'impact environnemental de cette exploitation notamment sur l'air (émissions de poussières) et le paysage (affouillement, exhaussement et fronts de taille) nous proposons également la suspension de l'exploitation jusqu'à la décision relative à la demande d'autorisation susvisée.

Nous annexons au présent rapport un projet de prescriptions établi dans ce sens.